

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Tchen-Dou-Siou est menacé de mort. 40 oppositionnels vont passer en procès à Saïgon. "l'Humanité" se tait!

DIMANCHE 22 JANVIER 1933, A 14 HEURES

ASSEMBLÉE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

COMMENT REpondre A L'ATTAQUE DU GOUVERNEMENT? LES TACHES DES COMMUNISTES

Salle du Café du Tambour, place de la Bastille.

Orateurs de la Ligue : Paget (Est), Buren (Dijon), Caron (Montigny), Naville et Rimbart (Paris).

Des cartes d'entrée sont à la disposition des camarades au Siège de La Vérité, 23, rue des Vinaigriers, Paris-10°.

Unité Syndicale! Liaison des ouvriers et fonctionnaires!

L'émotion est grande parmi les salariés de l'Etat, mais aussi dans l'ensemble du prolétariat. En prétendant « répartir équitablement » les nouvelles charges sur « toutes les catégories de citoyens », Chéron-Boncour pousse en réalité toutes les catégories de citoyens à s'unir contre le gouvernement.

Les projets financiers comportent une réduction soi-disant temporaire des traitements des fonctionnaires, des suppressions d'indemnités, la réduction des pensions accordées aux anciens combattants; ils ont suscité immédiatement une résistance même chez la Fédération Confédérée de fonctionnaires. Laurent et Cie ont été obligés de rompre les pourparlers avec le Gouvernement.

Aussitôt le groupe socialiste parlementaire est entré en scène pour essayer de rattraper les choses. Il sert maintenant d'intermédiaire entre le gouvernement et la Fédération des fonctionnaires. Mais ce jeu pourra être brisé si à ce front unique à la Boncour, les organisations prolétariennes savent opposer le front unique de leur classe, la résistance organisée des syndicats et des comités de lutte.

Mais les projets de Chéron ne comportent pas que des économies sur le dos des salariés de l'Etat. Ils comportent aussi des impôts nouveaux sur la consommation, c'est-à-dire en fin de compte une élévation du coût de la vie. Ces taxes nouvelles frappent toutes les catégories les plus pauvres de la population.

C'est pourquoi il est indispensable de lier étroitement la lutte des travailleurs de l'industrie privée, et de la campagne, à celle des travailleurs des services publics. Les fonctionnaires, même réformistes, ne veulent pas être une catégorie « particulièrement » sacrifiée par les capitalistes. Mais en réalité ils ne sont pas particulièrement sacrifiés. Ils sont englobés dans la grande offensive des patrons et de l'Etat contre le niveau de vie de toute la population laborieuse, et c'est pourquoi ils doivent coordonner leur lutte avec celle des autres catégories ouvrières.

Il ne s'agit pas ici d'une phrase vaine. Les mouvements de grève des Dockers à Dunkerque et des textiles d'Armentières, indiquent la voie à suivre. Les textiles résistent à une diminution de salaires et à une nouvelle vague de rationalisation (4 métiers au lieu de 2 par ouvrier); les dockers résistent à une diminution de salaires basée sur un indice du coût de la vie soi-disant en décroissance. Maintenant les nouvelles taxes viendront empirer la situation. Les uns et les autres luttent donc pour résister à la même offensive générale contre laquelle se dressent les fonctionnaires.

Dès à présent, le soutien mutuel doit être envisagé. Une action doit être entreprise à l'échelle nationale entre les différentes fédérations, selon les méthodes que nous avons maintes fois indiquées.

Au lieu d'orienter les exploités sur la voie de la résistance massive, les socialistes viennent de déposer à la Chambre un « contre-projet ». A la bourgeoisie, à la « Nation », ils offrent leur remède, destiné lui aussi à combler le déficit budgétaire.

Le prolétariat doit repousser ces plans de rebouteux. Le régime capitaliste est blessé à mort, la tâche des prolétaires conscients n'est pas de le replâtrer, mais de l'ébranler plus encore. Dans la phase actuelle, leur action doit être la résistance acharnée à tous les projets de spoliation, la mise à bas des solutions Chéron-Boncour, l'aggravation des contradictions capitalistes.

Cette résistance, si elle est victorieuse, ouvrira la voie à des combats plus larges. Mais il n'y aura pas de combats victorieux sans une lutte commune des ouvriers, des fonctionnaires, et des différentes organisations.

Tout dépend maintenant de la capacité du Parti, et de la C.G.T.U., de mettre en branle les masses, dans la voie du front unique réel.

Or, nous devons constater que les socialistes ont incontestablement l'initiative, dans la période actuelle. Il faut renverser la situation à notre avantage, agir sans délai.

Les masses exploitées attendent un guide dans la lutte.

La mort de Zinaïda Volkov

A TOUS LES MEMBRES DU C.C. DU P.C. DE L'U.R.S.S. AU PRÉSIDENT DU COMITÉ EXECUTIF DE L'U.R.S.S. A TOUS LES MEMBRES DE LA C.C.C. DU P.C. DE L'U.R.S.S.

Je considère nécessaire de vous informer comment et pourquoi ma fille s'est suicidée.

A la fin de 1930, sur ma demande, vous avez autorisé ma fille Zinaïda Volkov, atteinte de tuberculose, à venir provisoirement avec son fils, âgé de 5 ans, Vsevolod, en Turquie, pour se faire traiter. Je ne supposais pas que sous ce libéralisme se cachait chez Staline une arrière-pensée. En janvier 1931 ma fille arriva ici avec un pneumothorax à chaque poumon. Après dix mois de séjour en Turquie il a été possible, malgré la résistance constante des représentants soviétiques à l'étranger — d'obtenir pour elle la permission de se rendre en Allemagne pour se faire traiter. L'enfant resta provisoirement avec nous en Turquie pour ne pas accabler la malade. Au bout de quelques jours les médecins allemands jugèrent possible d'ôter le pneumothorax. La malade se rétablissait et songeait à retourner avec son enfant en Russie où étaient restés sa fille et son mari, que Staline tenait en exil comme bolchevik-léniniste.

Le 20 février 1932 vous avez publié le décret par lequel non seulement moi, ma femme et notre fils, mais aussi ma fille Zinaïda Volkov, furent privés de la nationalité soviétique. A l'étranger où nous l'avions obtenu, elle ne pouvait pas aller. Elle ne prenait et, à cause de son état de santé, ne pouvait prendre aucune part à la vie politique. Elle évitait tout ce qui pouvait jeter sur elle l'ombre d'une « suspicion ». La prière de sa nationalité n'était qu'un acte misérable et stupide de vengeance contre moi. Pour elle personnellement, cet acte signifiait la rupture avec sa fille, son mari, tous ses amis, toute sa vie habituelle. Son état psychique déjà ébranlé sans cela par la mort de sa sœur cadette, par sa propre maladie, reçut un nouveau coup d'autant plus atroce qu'il était tout à fait inattendu et inopinément provoqué par elle. Les médecins psychiatres déclarèrent unanimement que seul son retour rapide aux conditions habituelles, dans sa famille, au travail, pouvait la sauver. Mais votre décret du 20 février 1932 était précisément cette possibilité de la sauver. Toutes les tentatives sont, comme vous le savez, restées vaines.

Les médecins allemands insistèrent pour qu'un médecin soviétique soit amené le plus vite possible; en cela ils voyaient encore la possibilité de rétablir l'équilibre moral de la mère. Mais comme l'enfant, âgé de six ans, était également privé de la nationalité soviétique, les difficultés de son départ de Constantinople pour Berlin furent démultipliées. Une demi-année s'écoula en démarches constantes et sans résultats dans plusieurs pays d'Europe. C'est seulement mon vœu imprévu à Copenhague qui donna la possibilité de transporter l'enfant en Europe. Avec les plus grandes difficultés il fit en six semaines le voyage jusqu'à Berlin. Il n'eut que le temps de rester auprès de sa mère à peine une semaine lorsque la police du général Schleicher, sans doute à la suite des menées des agents stalinistes, décida d'expulser ma fille de Berlin. Où? En Turquie? Sur l'île de Prinkipo? Mais l'enfant avait besoin d'aller à l'école et ma fille d'une surveillance médicale continue dans les conditions d'une vie familiale et d'un travail normal. La malade ne put supporter ce nouveau coup. Le 5 janvier elle s'intoxiqua au gaz. Elle avait trente ans.

En 1928, ma fille cadette, Nina, dont le mari est enfermé par Staline dans un isolateur depuis 5 ans, dut s'attirer peu après mon exil à Alma-Ata et entrer à l'hôpital. On découvrit chez elle la phthisie galopante. Une lettre personnellement adressée, sans le moindre rapport avec la politique, qu'elle m'adressa, vous l'avez gardée 70 jours, de sorte que ma réponse ne la trouva plus vivante. Elle mourut à 26 ans.

Pendant mon séjour à Copenhague où ma femme commença un traitement d'une maladie grave et où je me préparais à commencer un traitement, Staline, par l'agence Tass, lança à la police européenne la dénonciation mensongère qu'à Copenhague se réunissait une « conférence trotskiste ». Cela fut suffisant pour que le gouvernement social-démocrate danois alla au-devant de Staline et m'expulsa avec une rapidité féroce, interrompant le traitement nécessaire de ma femme. Mais dans ce cas comme dans bien d'autres, l'union de Staline avec la police capitaliste contre moi avait au moins un but politique. La persécution envers ma fille était dépourvue d'une ombre de sens politique. La privation de la nationalité soviétique — privation du seul espoir de retourner dans des conditions normales et de se rétablir — enfin son expulsion de Berlin (service incontestable rendu à Staline par la police allemande) — ce sont les actes sans but politique d'une vengeance misérable et stupide, et rien que cela. Ma fille se rendait bien compte de sa situation. Elle comprenait que, dans les mains de la police européenne la chassant au gré de

APRÈS LA CONTROVERSE DU BOXING-HALL

Des centaines de jeunes travailleurs approuvent l'opposition de gauche

Le 12 janvier 1.500 jeunes travailleurs se présentent dans la vaste salle du Boxing-Hall, archicomble; dans leur immense majorité des jeunes prolétaires, socialistes, pupistes, et communistes oppositionnels.

Dans la salle on vend l'« Etudiant socialiste », l'« Action Socialiste », l'« Avant-Garde ». Nos camarades vendent La Vérité et le Jeune Bolchevik, et des brochures oppositionnelles, en nombre considérable.

On propose à l'assemblée le bureau suivant : Le camarade Craipeau, du groupe des jeunes de la Ligue comme président, avec comme assesseurs : Lebaill, des J. C., Lejeune, des E. S. et Faure des J. P. U. Pas d'opposition.

Le président oppositionnel, ouvre la séance par une courte allocution en montrant par les centaines de jeunes travailleurs présents combien la jeunesse ouvrière cherche avidement le rassemblement pour la lutte contre le patronat. Il rappelle les conditions dans lesquelles a été

organisée la controverse et montre son importance historique.

Ensuite le camarade Charrières désigné comme premier orateur, par le tirage au sort prend la parole au nom des J. C. Il déclare que l'unité politique n'est pas possible avec les Jeunes Socialistes, étroitement liés au Parti qui vote les douzièmes provisoires au gouvernement Boncour-Chéron. Il dépeint la misère des jeunes ouvriers — encore accrue par la crise — et la nécessité du rassemblement pour l'action. Malheureusement il ne dit pas un mot sur l'unité syndicale, pas un mot sur la nécessité de travailler d'urgence à rassembler la Jeunesse Proletarienne dans un même Syndicat, dans un même comité de jeunes chômeurs, dans un même foyer, dans un même club sportif. Ses propositions sont justes dans l'ensemble (Front unique avec les J. S. sur une série de revendications immédiates); mais elles manquent de perspectives par suite d'un oubli aussi éton-

nant de la part d'un communiste. Le discours de Charrières est néanmoins vigoureusement applaudi par les J. C. et les socialistes.

Ensuite le camarade Rimbart, au nom des Jeunes Oppositionnels, prend la parole salué par environ 300 camarades. Nous publions par ailleurs le compte rendu de son discours. Il est vraiment stupéfiant de voir l'Huma qui a gardé le silence pendant trois jours, affirmer sans rire qu'aucun autre orateur après Charrières n'a approuvé dans ses propositions concrètes pour le rassemblement dans l'Action de la Jeunesse ouvrière; chaque jeune ouvrier a pu entendre les propositions de Rimbart à la tribune. Chaque jeune ouvrier a pu lire les propositions de la Commission Nationale des Jeunes de la Ligue, publiées dans le « Jeune Bolchevik » dont 500 exemplaires ont été vendus au Boxing Hall. Notre camarade Rimbart lui-même a eu une grande attention malgré les cris des socialistes quand il leur rappelle 1914 et ceux des stalinistes quand il leur rappelle Amsterdam.

Quand il quitte la tribune, une vibrante internationale le salue.

Après lui parle l'ard, des Etudiants Socialistes. Il défend la thèse de l'unité organique. Son discours est maladroit et provocant; il affirme son amitié pour « notre grand camarade Renaudel ». Il demande « d'oublier le passé, d'oublier 1914 » !!!

La salle réagit assez violemment, malgré les efforts du bureau. Les applaudissements sont maigres. Certains socialistes même s'abstiennent d'approuver. (Ils ne sont d'ailleurs guère plus de 300). Quand l'ard quitte la tribune, les socialistes entonnent une internationale réticente.

Enfin Kléokopov vint soutenir au nom des pupistes « l'unité sur le terrain sentimental ». L'orateur s'exprime dans un calme assez relatif et dans l'indifférence de l'assemblée soutenu par moins d'une centaine de camarades qui n'osèrent même pas entonner l'Internationale.

Ensuite le président présente au nom des J.C. et du Groupe des Jeunes Oppositionnels une résolution contre la répression et pour l'amnistie.

Le représentant des Etudiants socialistes a refusé de se présenter et menacé de faire quitter la salle par ses partisans. Celui des pupistes après avoir accepté s'est rétracté. Finalement tous les deux annoncent que leurs organisations s'y rallient ! Il est vraiment plus facile de faire de grandes phrases avec l'unité que de consen-

Les jeunes travailleurs parisiens — socialistes, pupistes, communistes, communistes oppositionnels de gauche, inorganisés — réunis au nombre de 1.500 au Boxing Hall pour une controverse sur l'unité ouvrière :

- Protestent vigoureusement contre les violences policières exercées par le ministère Boncour contre les vaillants DOCKERS EN GREVE à DUNKERQUE ;
- Contre la répression bourgeoise qui frappe les jeunes travailleurs en grève, manifestant, ou vendant, la presse révolutionnaire ;
- Contre l'arrestation illégale de DUCROUX et la répression odieuse dans les colonies, particulièrement en INDOCHINE, au MAROC et à MADAGASCAR ;
- Contre la terreur en Chine, l'emprisonnement de NI'AN PING, secrétaire de la Ligue anti-impérialiste chinoise et les menaces de mort contre GHEU DOU SIOU, fondateur du P.G. chinois et dirigeant de l'opposition de gauche, sur l'arrestation desquels la grande presse française fait silence ;
- Ils acclament l'amnistie totale dans la métropole, aux colonies et dans tous les pays capitalistes ;
- Ils s'engagent à mener une action énergique :
 - Pour arracher MARTY aux griffes bourgeoises ;
 - Pour libérer des geôles RAYMOND GUYOT, secrétaire de la Jeunesse Communiste et les jeunes soldats en prison comme LERETOUR, objet de conscience, gréviste de la faim ;
 - Pour rapatrier DUGROUX ;
 - Pour arracher des bagnes et des prisons les milliers de militants indochinois nationalistes, communistes et oppositionnels ;
 - Pour sauver de la mort NUAN PING et GHEU DOU SIOU.

La semaine de 40 heures

La discussion sur la semaine de 40 heures sans diminutions de salaires dure depuis huit jours à Genève. Représentants du patronat et des Etats capitalistes et représentants des organisations syndicales ouvrières se débattent réciproquement les arguments favorables et contraires à une telle réforme. Mais cela n'a pas fait faire un seul pas en avant à la question.

En réalité, la discussion pouvait être terminée dès le premier jour; elle pouvait même ne pas commencer. Ce problème, comme tant d'autres qui intéressent des classes ennemies, n'est pas de ceux qui peuvent être tranchés par des discussions et des controverses. Chaque partie, de son point de vue respectif, parlant raison, et toutes deux ont, des arguments à l'infini pour défendre leurs positions respectives.

Le patronat ne veut rien savoir de la semaine de 40 heures sans diminutions de salaires, car, sur la baisse du développement technique et de la situation concrète actuelle, cela revient à rien d'autre qu'à un diminiution de ses profits. La classe ouvrière, de son côté, frappée par la rationalisation capitaliste et par un chômage qui embrasse plusieurs dizaines de millions de travailleurs, veut la semaine de 40 heures avec le même salaire, parce que elle entend limiter l'exploitation à laquelle elle est soumise et voit dans la réalisation de cette revendication un soulagement à sa détresse et à sa misère. Mais le profit capitaliste s'y oppose. Le profit est le ressort sur lequel s'appuie toute la Société bourgeoise. Toucher au profit c'est toucher à la racine même de la Société actuelle. Le profit : voilà l'ennemi de toutes les revendications ouvrières. Et cet ennemi ne se laisse pas ébranler par les arguments du prolétariat. C'est seulement devant la force qu'il sera disposé à reculer. Seulement, l'action concertée et vivante de toute la classe ouvrière pourra forcer la bourgeoisie à battre en retraite, à la forcer à laisser tomber quelques morceaux de sa pitance.

C'est donc, sur le problème : « comment réaliser l'action commune de toute la classe ouvrière et des masses travailleuses » que doit être dirigée l'action des organisations prolétariennes.

Incontestablement, avec la formule des 40 heures par semaine sans diminution des salaires, la C.G.T. a lancé un mot d'ordre qui trouve le plus grand écho au sein du prolétariat. On peut même dire que ce mot d'ordre n'est que la

(La suite à la page 3.)

Staline, elle n'avait pas de salut. Ayant conscience de cela il en résulta sa mort du 5 janvier 1933. Une mort pareille est qualifiée de « volontaire ». Non, elle n'était pas volontaire. Staline lui imposa cette mort.

Je me borne à cette information sans tirer de conclusion. Le moment viendra à ce sujet. C'est le parti régénéré qui le fera.

Prinkipo, le 11 janvier 1933.

Léon TROTSKI.

« Des deux mains »

« M. CAMPBELL Y MET DU SIEN »

Nos lecteurs se souviennent que dans le numéro 43 de La Lutte de Classes nous avons publié un extrait d'un livre de M. Campbell ingénieur agricole américain. Cet extrait relatait une interview accordée par Staline à M. Campbell. Soudain, Staline a éprouvé le besoin de démentir certaines parties de cette interview. Pourquoi donc ?

Dans les propos qu'il a tenus à M. Campbell, Staline affirme qu'il défend le « socialisme dans un seul pays » contre Trotsky partisan de « communiser le monde ». Maintenant, Staline prétend que Campbell a « ajouté » le passage concernant Trotsky. En tout cas, il ressort du procès-verbal publié par Staline, que Campbell a rapporté tout à fait véritablement le fond de ses arguments. Mais, la publication par la presse de l'opposition internationale, de cette interview, l'article publié à son sujet par le Bulletin de l'Opposition russe, et qu'on lira ci-dessous, ont obligé Staline à s'expliquer.

Et voici l'explication, loin de « démentir » les affirmations de Campbell, les renforce incontestablement.

La publication de ce « démenti » de Staline ne fait pas ailleurs que souligner la puissance de pénétration des idées de l'opposition, ainsi que la position sans issue, de la bureaucratie stalinienne, car, armée de la presse mondiale de l'I. C. et de l'U.R.S.S., tirant à des millions d'exemplaires, elle est tout de même obligée de céder devant la pression de quelques milliers de nos journaux appuyés sur l'avant-garde prolétarienne.

La situation intérieure de l'Union soviétique rend inéluctable et ce plus en plus urgent un nouveau tournant politique plus radical que tous les précédents. Tout le monde le sent. Beaucoup en ont conscience. Située au point où convergent les difficultés et le mécontentement la direction bureaucratique s'obstine à se faire. Est-ce parce qu'elle ne sait pas encore elle-même quelle voie choisir ? Ou, peut-être, parce qu'elle préfère garder le silence sur celle qu'elle a déjà choisie, aussi longtemps que cette voie ne sera pas devenue un fait irrémédiable ?

Attirer « insensiblement, le Parti trompé, endormi, étouffé dans la voie dont il ne veut pas; telle est en général la tactique de Staline. A aucun moment, le Parti ne prit la décision de passer du régime « sec » au régime « humide »; c'est la bureaucratie qui, en sourdine, releva, dans un but fiscal, le degré d'alcool des boissons et, de cette façon, fit passer le pays de 4° à 40°. Dans tous les domaines, Staline emploie la même méthode tactique. Il n'en est que plus nécessaire aujourd'hui d'ouvrir l'œil sur les manœuvres de la bureaucratie qui, sans rien dire, prépare aux masses ouvrières une nouvelle « surprise ». Il y a lieu également de juger et d'apprécier les symptômes secondaires; à la lumière de la situation générale, ceux-ci peuvent permettre de prendre les dirigeants bureaucratiques sur le fait avant qu'ils ne portent le nouveau tournant, peut-être irréparable, à 40 degrés.

Un grand technicien américain, spécialisé dans la construction des machines agricoles, Thomas Campbell, travailla un certain temps dans l'Union soviétique, il publia un li-

vre : La Russie, un « débouché ou une menace ». Le passage essentiel de ce livre, du moins au point de vue politique, est la narration d'un long entretien que l'auteur eut avec Staline. Cet entretien qui, comme on le verra, ne laisse aucun doute sur son authenticité, mérite non seulement d'être reproduit, mais aussi d'être jugé et examiné avec attention.

L'authenticité de l'entretien, comme il ressort clairement des faits rapportés ci-dessus, ne fait pas de doute. Campbell n'est pas un vulgaire journaliste en quête d'informations sensationnelles, mais un yankee versé dans les affaires, un gros propriétaire terrien américain et un constructeur de machines. Son attitude à l'égard de Staline est tout à fait bienveillante. Pour relater son entretien, Campbell s'est basé non seulement sur son authenticité, mais encore sur le texte officiel qui lui a été envoyé. Leur importance politique extraordinaire, n'ont été nul le part ni à aucun moment démenties. Ces constatations épuisent la question quant à la véracité de l'entretien du point de vue formel. Mais la force persuasive interne de l'entretien cause sa concordance avec le sens des hommes en cause et ces faits sont au fond plus importants encore. Au demeurant, aucun journaliste n'aurait pu imaginer un double poignard de mains, ni l'exposé remarquable du fond réel des désaccords entre Staline et Trotsky !

Dans cet entretien, le yankee est resté jusqu'au bout fidèle à lui-même. Le bon bourgeois dont la récolte a été cette année mauvaise et qui, par conséquent, est doublement disposé à conclure une fructueuse affaire avec les athées qui ont nationalisé les fermes, pose en passant son pied sur la table soviétique et tape sur l'épaule du chef bolchevik, en partie d'un air protecteur, en partie pour le mettre en garde.

Personne n'accusera Staline d'avoir essayé d'utiliser son entrevue avec Campbell pour rendre plus facile un accord avec le gouvernement et le marché américains. Mais quel besoin avait-il tout de même de s'arracher « soudain » de son siège, de prendre dans ses deux mains celle de Campbell et de lui proposer non seulement une « amitié » par-dessus le marché ? A-t-on par là l'impression que le chef de l'Etat ouvrier mène des pourparlers d'affaires avec le représentant du monde capitaliste ? Hélas ! non. Par contre, on a bien l'impression que le petit bourgeois cherche à gagner les bonnes grâces du gros bourgeois. Ce petit épisode, dont la lecture, avouons-le, donne un peu la nausée, porte en lui une grande force révélatrice; il permet de juger et d'apprécier l'état d'âme politique réel de Staline si décidé et si inflexible dans la lutte contre les communistes de l'opposition et les ouvriers mécontents.

Quinze années après la révolution d'octobre, Staline s'entretient avec un capitaliste américain presque sur le même ton que Miloukov et Kérenski s'entretenaient avec Buchanan, dans les jours peu glorieux de l'impuissant gouvernement de coalition. Cependant, la similitude n'est pas seulement dans le ton de la conversation, elle est aussi dans son contenu. — Chez vous on préconise ouvertement dans la presse et dans la rue la nécessité de mettre fin à la guerre — déclarait Buchanan sur un ton de menace aux gouvernements de février. — Ce n'est

(Suite page 2.)

HITLER AUX PORTES DU POUVOIR

Crise permanente de gouvernement

Berlin, 15 janvier. — A peine Schleicher a-t-il pris place au gouvernement que le siège longuement convoité se met déjà à clancher. Ce n'est pas la faute de Schleicher, mais celle de la crise, contre laquelle on n'a pas encore trouvé de remède. Sans être prophète, on peut prédire ce qui arrive à M. Schleicher les premiers jours. Les deux grandes fonctions de la bourgeoisie représentées à la Chambre par Warmbold d'une part, et Braun de l'autre, la bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie agraire, exercent toujours la même pression sur lui. Ils obligent Schleicher à promulguer la loi sur le mélange de la margarine, à éta-

blir de nouveaux tarifs douaniers, à lancer une parole de programme pour procurer du travail, avant même que ses discours « sociaux » aient cessé de retentir. Tout cela n'est pas très favorable quand on cherche une base dans les masses.

Papen et Hitler ont eu des pourparlers ces jours-ci au sujet d'un nouveau gouvernement. Ils l'ont fait élémentairement tous deux qu'il est impossible d'en douter. Ce serait en fait un coup de ramener ces négociations à leur point de départ, les deux zéros les plus populaires de la politique allemande.

Non, en réalité Schleicher pas plus que les autres n'a résolu la grande question de la politique allemande des dernières années, qui surgit toujours à nouveau, celle de l'utilisation des nazis. Jusque-là les nazis ont toujours été, et ils sont encore pour la bourgeoisie la crise politique faite chair. La bourgeoisie allemande a fait de l'amer nécessaire, elle a appelé aux armes pour l'intermédiaire de Hitler, les masses petites-bourgeoises appauvries et révoltées. A présent elle ne peut plus se débarrasser des mauvais esprits qu'elle fait surgir, car la crise est un cochon qui ne veut pas s'évanouir. Elle ne veut pas laisser les nazis prendre le pouvoir; le risque serait trop grand. Mais laisser les nazis se décomposer, renoncer à leur secours, c'est une chose à laquelle elle ne peut consentir à aucun prix.

La loi de la bourgeoisie a besoin et que lui accordent les Hitler-Goebbels semble cependant lui réussir très mal. Le processus de décomposition dans les rangs nazis (pertes de voix, scissions, désertions, dettes, meurtres, crimes) rempasse les soucis leurs commettants. Le plan de Schleicher tendant à continuer à se laisser tolérer, semble insuffisant. De nouveau la bourgeoisie met en discussion par la bouche de Papen le projet de la coalition avec les nazis, cet intermédiaire entre la prise du pouvoir et la tolérance. Le même Papen qui du haut du siège gouvernemental n'a pas épargné les coups dans les nazis, fait maintenant le commis voyageur pour leurs affaires.

Il est encore une question, d'ailleurs essentielle, qui, dans le dialogue Staline-Campbell, a été mise en lumière dans un seul pays. En dépit de toutes les prophéties serviles, le plan quinquennal n'a nullement accru l'indépendance économique de l'U.R.S.S. Au contraire, les progrès de l'industrialisation ont développé et accentué les liens qui rattachent l'économie soviétique à l'économie mondiale et, par conséquent, la dépendance réciproque de celles-ci.

La double poignée de main de Staline et son déferente dénonciation de l'opposition de gauche au capital américain ne sont pas autre chose, en définitive, que l'expression économique de la dépendance dans laquelle se trouve l'Union soviétique vis-à-vis du marché mondial. Le caractère humiliant de cette « expression » est déterminé par la psychologie du bureaucrate très haut placé, mais tout de même petit-bourgeois, que les grands événements prennent invariablement à l'improviste.

Plus la fraction stalinienne tournera le dos à la révolution internationale, plus elle sentira sa dépendance du capital mondial et plus convulsivement elle s'accrochera à lui « des deux mains ». La poignée de main de Staline n'est pas seulement un geste symbolique, c'est précisément tout un programme. En même temps qu'il accuse en bloc et d'une manière insensée l'opposition de vouloir remettre l'industrie soviétique au capital étranger, Staline se prépare manifestement à modifier le cours de la politique extérieure aussi bien que celui de la politique intérieure. La bureaucratie, prise dans un étau, est capable de toutes les aventures et compris des aventures de trahison. Lui faire confiance les yeux fermés équivaudrait à se faire complice de la trahison. Nous devons suivre la politique de Staline dans le domaine des relations internationales non seulement avec une vigilance de tous les instants, mais encore avec une méfiance aiguë.

« Soyons str nos gardes ! Soyons prêts ! »

bilir de nouveaux tarifs douaniers, à lancer une parole de programme pour procurer du travail, avant même que ses discours « sociaux » aient cessé de retentir. Tout cela n'est pas très favorable quand on cherche une base dans les masses.

Papen et Hitler ont eu des pourparlers ces jours-ci au sujet d'un nouveau gouvernement. Ils l'ont fait élémentairement tous deux qu'il est impossible d'en douter. Ce serait en fait un coup de ramener ces négociations à leur point de départ, les deux zéros les plus populaires de la politique allemande.

Non, en réalité Schleicher pas plus que les autres n'a résolu la grande question de la politique allemande des dernières années, qui surgit toujours à nouveau, celle de l'utilisation des nazis. Jusque-là les nazis ont toujours été, et ils sont encore pour la bourgeoisie la crise politique faite chair. La bourgeoisie allemande a fait de l'amer nécessaire, elle a appelé aux armes pour l'intermédiaire de Hitler, les masses petites-bourgeoises appauvries et révoltées. A présent elle ne peut plus se débarrasser des mauvais esprits qu'elle fait surgir, car la crise est un cochon qui ne veut pas s'évanouir. Elle ne veut pas laisser les nazis prendre le pouvoir; le risque serait trop grand. Mais laisser les nazis se décomposer, renoncer à leur secours, c'est une chose à laquelle elle ne peut consentir à aucun prix.

La loi de la bourgeoisie a besoin et que lui accordent les Hitler-Goebbels semble cependant lui réussir très mal. Le processus de décomposition dans les rangs nazis (pertes de voix, scissions, désertions, dettes, meurtres, crimes) rempasse les soucis leurs commettants. Le plan de Schleicher tendant à continuer à se laisser tolérer, semble insuffisant. De nouveau la bourgeoisie met en discussion par la bouche de Papen le projet de la coalition avec les nazis, cet intermédiaire entre la prise du pouvoir et la tolérance. Le même Papen qui du haut du siège gouvernemental n'a pas épargné les coups dans les nazis, fait maintenant le commis voyageur pour leurs affaires.

Il est encore une question, d'ailleurs essentielle, qui, dans le dialogue Staline-Campbell, a été mise en lumière dans un seul pays. En dépit de toutes les prophéties serviles, le plan quinquennal n'a nullement accru l'indépendance économique de l'U.R.S.S. Au contraire, les progrès de l'industrialisation ont développé et accentué les liens qui rattachent l'économie soviétique à l'économie mondiale et, par conséquent, la dépendance réciproque de celles-ci.

La double poignée de main de Staline et son déferente dénonciation de l'opposition de gauche au capital américain ne sont pas autre chose, en définitive, que l'expression économique de la dépendance dans laquelle se trouve l'Union soviétique vis-à-vis du marché mondial. Le caractère humiliant de cette « expression » est déterminé par la psychologie du bureaucrate très haut placé, mais tout de même petit-bourgeois, que les grands événements prennent invariablement à l'improviste.

Plus la fraction stalinienne tournera le dos à la révolution internationale, plus elle sentira sa dépendance du capital mondial et plus convulsivement elle s'accrochera à lui « des deux mains ». La poignée de main de Staline n'est pas seulement un geste symbolique, c'est précisément tout un programme. En même temps qu'il accuse en bloc et d'une manière insensée l'opposition de vouloir remettre l'industrie soviétique au capital étranger, Staline se prépare manifestement à modifier le cours de la politique extérieure aussi bien que celui de la politique intérieure. La bureaucratie, prise dans un étau, est capable de toutes les aventures et compris des aventures de trahison. Lui faire confiance les yeux fermés équivaudrait à se faire complice de la trahison. Nous devons suivre la politique de Staline dans le domaine des relations internationales non seulement avec une vigilance de tous les instants, mais encore avec une méfiance aiguë.

« Soyons str nos gardes ! Soyons prêts ! »

Après la contreverse du Boxing-Hall

(Suite de la première page.)

tir même le plus petit geste pour une action commune ! Notons enfin que les socialistes es-saveront de la répression en U.R.S.S. Avec Leball, des J. C., le président oppositional s'y opposa; les déportations des milliers de bolchevistes-léninistes russes, c'est une affaire à régler entre prolétaires, entre communistes. Ils n'ont pas besoin de l'hypocrisie « pitie » de la social-démocratie. Notre camarade, à la suite de Leball insista pour que se réalise un vote d'unanimité pour l'amnistie dans tous les pays capitalistes.

La résolution est enfin votée à l'unanimité, et saluée d'applaudissements.

Et l'« Internationale » déferle puissamment, sous l'œil haineux de la illicite.

LES LEÇONS DE LA CONTROVERSE

Il faut d'abord souligner l'absence des dirigeants des Jeunes socialistes. Ils avaient d'abord dans une lettre qui a été publiée, affirmé les efforts unitaires de la J. S. (J) et reconnu l'importance et l'intérêt de la controverse. Mais, alors que nous avions accepté sans discussion toutes leurs conditions d'organisation; alors que nous nous étions réunis 3 fois pour eux et que nous avions repoussé deux fois la date de la controverse, ils n'en ont pas moins finalement refusé d'y collaborer. De nombreux jeunes socialistes ont protesté vigoureusement contre une semblable attitude. Ils comprendront que la Jeunesse Socialiste ne craint rien plus qu'une explication loyale devant la jeunesse ouvrière.

La controverse du Boxing-Hall représente une tentative unique depuis de longues années dans le mouvement révolutionnaire. Pour la première fois depuis des années, les jeunes révolutionnaires ont pu confronter leurs opinions en toute liberté et loyalement.

Nous, bolchevistes léninistes, nous sommes les partisans ardens de la démocratie dans les réunions, nous avons assez foi dans nos conceptions marxistes, pour ne pas être obligés d'y suppléer par des méthodes de violence. Au contraire les Levillain craignant la parole des communistes se font frapper par leurs nerfs et les salissures des plus infâmes accusations policières (Marty-Duclos). Et les stalinistes ont donné assez l'exemple de cette façon de lutter contre la gauche.

Cette controverse met en relief l'ignominie de

tions pour enlever à ces tournants une grande partie de ses effets favorables. Nous avertissons les membres du Parti, qu'il faut en finir avec la confusion, il faut exiger un tournant complet, une politique révolutionnaire systématique et léniniste.

Lorsque le Parti est toujours à nouveau poussé à faire des propositions aux sommets, il agit malheureusement toujours seulement sous la pression des événements, contre sa ligne directrice politique. Ces propositions aux sommets survenant d'une manière inattendue et sans préparation ont le défaut de ne pas être liées à la mobilisation extra-parlementaire. Mais en dehors de cela il faut favoriser la formation du front unique aussi au moyen de propositions au sommet. Nous avons mille fois développé cette idée. Le fait que les événements forcent toujours à nouveau la direction du Parti à s'engager dans la voie proposée par les « trotskys-les contre-révolutionnaires », ce fait devrait faire réfléchir les membres du Parti, de même qu'il encourage les oppositionalistes de gauche dans leur lutte pour le redressement du Parti et de sa politique. En face des nouvelles difficultés de la bourgeoisie, en face de la nouvelle vague de terrorisme, et des sombres visées fascistes, nous crions : « Pour un tournant complet du Parti ! Communiste, pour une politique léniniste du front unique, qui rendrait impossible la politique du parti socialiste se tenant Schleicher ! Ne laissez pas sortir la bourgeoisie de la chaudière où la plonge la crise gouvernementale permanente ».

« Permanent Revolution. »

semblables procédés. Sans doute nous devons regretter le manque de discipline d'un assez grand nombre de camarades, surtout quand parlèrent Itard et Kiekooper. Mais qui pouvait penser que nous pourrions, d'un coup de baguette magique, supprimer les vieilles habitudes de violence dans les réunions ? Les efforts des organisations pour maintenir le calme ne sont pas niables. Déjà la controverse du Boxing-Hall représentait un progrès considérable dans la voie de la démocratie dans les réunions, seul gage de l'éclaircissement loyal des positions politiques.

Elle a démontré que la voie de l'opposition de gauche trouve déjà un large retentissement, une active sympathie dans les rangs de la jeunesse prolétarienne. La gauche de l'Internationale Communiste a démontré déjà qu'elle n'en est plus à ses premiers pas. Sa voix, quand elle peut se faire entendre, malgré les obstacles de toute sorte, dressés contre elle, trouve déjà le chemin auprès de larges couches révolutionnaires. Après le Boxing-Hall, les bureaucrates auront du mal à répéter que « l'opposition ne représente rien ».

Dans cette assemblée où les quatre tendances se réclamaient de la jeunesse ouvrière s'exprimaient devant les jeunes ouvriers, la parole de la gauche marxiste s'est avérée la plus forte, la plus juste, la plus convaincante.

Mais la controverse du Boxing-Hall ne peut être qu'un chaînon dans le travail qui s'impose pour regrouper la jeunesse ouvrière et l'entraîner. Une réunion est nécessaire pour les règlements matériels de la controverse de la rue des Boulets. Le groupe des Jeunes de la Ligue organise cette réunion. Il y viendra avec les propositions concrètes nécessaires pour la préparation de la conférence régionale, de la conférence nationale de la Jeunesse laborieuse, de tout le travail qui s'impose.

SERVICE DES LIVRES DE « LA VERITE »

- L. TROTSKY. — Cours nouveau (1923) 3 fr. 50
L. TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme (1925) 3 fr. 50
L. TROTSKY. — Les problèmes de la Révolution allemande (1931) 1 fr. 50
TROTSKY. — Et maintenant ? (1932) 3
L. TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile (1924) 1 fr. 50
L. TROTSKY. — La seule voie. 2 fr.
QUEST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ? — Brochure de propagande 1 fr.
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1930 (n° 17 à 26) 30 fr.
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1931 (n° 27 à 35) 20 fr.
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1932 (n° 36 à 45) 20 fr.
Adresser les commandes, 23, rue des Vinaigriers, Paris (X^e). La Vérité. Compte chèque postal : Frank-1368-55, Paris.

Dans le n° 133 de la Vérité
Qu'est-ce que la Révolution d'Octobre ?
Conférence faite à Copenhague par : L. Trotsky
Prix de l'exemplaire Fr. 0 50

Où en est la situation économique mondiale ?

Conférence faite devant l'Assemblée de la Région Parisienne de la Ligue.

Quand nos camarades de la Ligue m'ont invité à parler ici sur la situation économique mondiale, j'ai été très heureux d'accepter, bien que le français ne soit pas ma langue natale. Je vous prie donc de m'excuser d'avance si je le fais voir trop clairement. Car vraiment le sujet est d'une importance capitale au moment actuel et avant tout pour les marxistes révolutionnaires. Le camarade Trotsky a démontré irréfutablement la liaison entre les erreurs stratégiques de l'I.C. depuis dix ans et leurs fausses appréciations de la situation mondiale, leur persistance à ignorer les tournants qu'ils n'ont pas prévus.

En ce moment, la crise dure depuis trois ans et demi. La classe ouvrière qui jusqu'à cette année n'a réagi que faiblement contre l'offensive politique et économique de la bourgeoisie, a déclenché une formidable vague de grèves en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Tchécoslovaquie, en Pologne. D'autre part, la crise, dont l'acuité est déjà s'élevant de jour en jour avec un peu de répit depuis son commencement, est entrée dans une phase de calme relatif depuis quelques mois; on commence même à entendre parler d'une reprise prochaine dans des cercles optimistes de la bourgeoisie.

Sommes-nous devant un véritable tournant de la situation économique mondiale ? Quels effets doit-elle avoir sur la stratégie et la tactique du mouvement ouvrier ? Voici des questions qui justifient toute tentative sérieuse de réponse.

Nous savons tous que la crise a atteint une profondeur et une acuité inconnues jusqu'ici. On peut les mesurer par le nombre des chômeurs, par le déclin dans la production et le commerce, le nombre de faillites, et une foule d'autres indications qui montrent qu'il ne s'agit pas d'une crise ordinaire comme le capitalisme en a connu depuis le berceau. Mais en dehors de ces indications quantitatives, nous avons aussi des signes qualitatifs d'une dégénérescence intérieure du capitalisme. La dégringolade des monnaies de l'Angleterre, des pays scandinaves, du Japon, de l'Espagne, et d'autres pays, le caractère instable et même fébrile de la base de plusieurs autres, en particulier de l'Allemagne; le garrotlement du marché mondial par une foule de restrictions entravant le mouvement international des marchandises et des capitaux; le fait que la bourgeoisie n'est plus en état d'appuyer sa domination par des concessions économiques et politiques aux ouvriers, mais qu'elle révèle de plus en plus clairement son caractère; le fait, d'importance primordiale, qu'un système durable, l'U.R.S.S., s'est soustrait à sa domination, tout cela montre que nous avons à faire ici à une crise toute différente des crises « habituelles » du passé.

Cela veut dire que, contrairement aux bon-

ments des social-démocrates, 1° y a non seulement une crise cyclique, mais une crise générale du capitalisme. Mais il faut que nous nous rendions compte que la proposition inverse est aussi vraie, que ce n'est pas seulement la crise générale du capitalisme, mais aussi une crise cyclique. Cette distinction est d'importance capitale dans toute discussion de la crise.

Nous savons tous pourquoi il ne peut y avoir de capitalisme sans crise cyclique. Comme Marx a dit dans son analyse magistrale dans le troisième volume du « Capital ».

« ...La cause fondamentale de toutes les crises réside, en fin de compte, dans le fait que la sous-consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si, seule, la capacité de consommation absolue de la société en constituait la limite ».

La crise cyclique n'est donc pas un accident, mais une partie normale du fonctionnement du capitalisme. Elle a, d'autre part, un rôle défini dans le processus économique capitaliste, que Marx a décrit comme suit :

« Les crises ne sont que des solutions violentes, momentanées, des contradictions existantes, des éruptions violentes, qui réajustent pour un moment l'équilibre détruit ».

Evidemment, ces alternatives de stabilisation, voire même de prospérité, de dépression et de crise, qui ont lieu dans un cycle de cinq, sept ou onze ans, sont une tout autre chose que le mouvement fondamental du capitalisme en général, qui imprime son caractère spécifique à toute une époque historique. Ainsi le demi-siècle qui précède la guerre fut une période de progrès économique, tandis que les derniers vingt ans ont été surtout une période de déclin.

Envisager la possibilité d'une période de stabilisation de la crise cyclique, suivie d'un revirement impique nullement la restauration du capitalisme à son ancienne vigueur, c'est-à-dire, la solution de la crise générale du capitalisme; au contraire le caractère fondamental de dégénérescence dans son actuelle époque historique doit marquer toute reprise éventuelle de l'économie capitaliste. Cela signifie qu'une telle reprise doit être limitée, temporaire, incertaine et, peu encline à s'étendre jusqu'à dépasser les hauts points de la production et du commerce précédemment enregistrés. Le même que les crises cycliques de la période ascendante du capitalisme étaient en général, courtes, et furent suivies par des hausses qui établissaient de nouveaux records pour chaque cycle; de même, les crises de la période descendante doivent être prolongées et suivies par des reprises relativement faibles et courtes, qui demeureront loin d'atteindre les niveaux d'activité économique des cycles antérieurs.

Tant que la révolution prolétarienne n'aura pas définitivement cassé l'échine au capitalisme,

celui-ci aura toujours la possibilité de compléter son cycle de crise, c'est-à-dire, de passer de la phase de crise aiguë à la dépression et même à la reprise des affaires.

Quelles sont donc les conditions qui rendent possible une amélioration dans l'économie mondiale ? Et à-t-il des raisons pour croire que cette possibilité va se réaliser dans une reprise effective ?

Il est clair que les conditions pour un tournant dans la situation mondiale ne peuvent pas être envisagés du point de vue de l'économie pure — d'abord parce qu'elle n'existe pas. La lutte de classes se mène sur tous les terrains — économique, politique, idéologique — et les vicissitudes du combat sur l'un, influent sur les autres. Politiquement, le bilan de la période depuis dix ans est : la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie, le recul de l'offensive prolétarienne de 1917-1921. La responsabilité de la fraction stalinienne, en détournant la politique de l'I.C. de la voie de la révolution mondiale et en perdant beaucoup de l'enorme influence et prestige dont l'I.C. jouissait autrefois auprès du prolétariat, est écrasante à cet égard.

Ce n'est pas seulement qu'une série de révolutions dans de différents pays avancés ou coloniaux aurait rendu impossible le relèvement du capitalisme après 1922 et sa stabilisation temporaire. Mais aussi bien, chaque victoire partielle du parti révolutionnaire, dans l'organisation des Syndicats, dans la direction des grèves, dans la lutte pour les assurances sociales, contre les impôts qui frappent surtout les masses travaillées, affaiblit pour autant la bourgeoisie. Et ce sont les ravages que la tactique centrée a fait dans ce domaine qui ont permis à la bourgeoisie de faire exécuter sa politique depuis la crise sans résistance effective et généralisée de la part des ouvriers.

En quel cette politique consiste, nous le savons tous ; le débâchage en masse, l'alliance contre-pas avec les éléments sociaux, les nouveaux impôts de classe, la prolétarisation de larges couches de la petite bourgeoisie.

Or, dans les organisations de masses, les forces ouvrières, divisées et en méfiance mutuelle, ont dû céder une fois après l'autre. La direction social-démocrate a joué son rôle habituel et désastreux de pacificateur, d'endormeur, de freineur. Les communistes n'ont pas pu arracher les masses aux tenders réformistes, mais ont affaibli leur action à l'intérieur des organisations réformistes en suivant la politique syndicale de Staline et Losowski.

Les conditions politiques qui rendent le relèvement du capitalisme, dans le cadre de sa crise générale, possible, c'est-à-dire la possibilité de faire peser tout le poids de la crise sur la classe ouvrière en réprimant ou en stérilisant leur résistance, ces conditions-là, il nous faut l'avouer, sont données.

Mais il faut aussi prendre en considération toute une série de facteurs plus strictement économiques, pour pouvoir juger de la possibilité d'une reprise cyclique dans l'avenir prochain. La fonction historique de la crise est de balayer certains facteurs d'instabilité économique dus aux contradictions essentielles du capitalisme, et de les remplacer par des conditions permettant l'équilibre temporaire du système.

Les facteurs qui ont présidé à la naissance de

la crise peuvent se résumer en trois groupes principaux : la surproduction, le niveau excessivement haut des prix, et l'inflation du crédit. Quand la production sera tombée au point où elle ne suffira plus à la consommation, même réduite, et qu'il faudra réduire les stocks mondiaux de matières premières; quand les prix seront baissés, au point où beaucoup de producteurs devront cesser leur production, et quand la déflation du crédit et la mise en disponibilité de capitaux liquides auront abaissé le taux d'intérêt, sans risques, au point que les capitalistes avides, seront le plus en plus tentés par des affaires spéculatives, alors nous aurons le cadre économique dans lequel les reprises peuvent se produire.

Mais, si les conditions économiques et politiques rendent une reprise possible, elles ne suffisent pas elles-mêmes à la produire. Pour la réaliser, il faut que les capitalistes trouvent le moyen de rétablir leurs profits, en rétablissant la circulation du capital; car dans le capitalisme, le seul qui détermine, évidemment, toute activité ou toute inactivité économique, dans les conditions de crise, ce qui nous a été trouvé d'abord dans le débâchage de la circulation du capital par la réduction de la production, et ensuite dans la surexploitation du prolétariat par tous les moyens : réduction de salaires, accroissement des heures de travail, rationalisation. Ce n'est que quand le capitalisme recommence à trouver son profit en augmentant la production, que la reprise de l'activité industrielle et commerciale recommence.

Or, les statistiques capitalistes ne sont pas tenues en vue de faciliter les recherches économiques des marxistes. Les données manquent pour une approximation, même partielle du taux de plus-value, et, même pour le taux de profit, nous n'avons que des indications très incomplètes et retardataires. Aussi, la loi de l'inégalité du développement joue pleinement ici : les chiffres français, par exemple, sont en grand retard de beaucoup sur ceux des autres grands pays, tandis que, pour l'Amérique, il n'existe pas de statistique officielle du tout, sur le chômage. Ainsi, les chiffres arrivent avec des retards différents, qui varient entre vingt-quatre heures et deux mois; et souvent ils ne sont pas comparables entre eux.

C'est pourquoi il faut nous guider d'après des indications plutôt sommaires et incomplètes. Mais elles suffisent pour nous donner les grandes lignes du développement mondial actuel.

Déjà au mois d'août, en étudiant ces questions à Prinkipo, avec le camarade Trotsky, nous avons appelé l'attention de nos camarades sur les faits suivants : les prix de marchandises après une baisse sans précédent, avaient commencé à se relever; la production industrielle en certaines branches, comme l'acier, ne suffisait même plus à l'entretien du capital fixe; le taux de l'intérêt avait atteint un point tellement bas que la spéculation commençait à s'emparer des marchés, et en général les premières indications étaient renforcées par une éventuelle commencement à se dessiner.

Cette perspective était renforcée par le commencement de la vague de résistance ouvrière en Angleterre, plus tard en Allemagne où elle était accompagnée par un commencement de réembauchage des ouvriers.

Le camarade Trotsky avait démontré déjà au

3^e Congrès de l'I.C. en 1921, dans une situation économique analogue, en plusieurs points à la situation présente, qu'une reprise dans certaines conditions aurait pour résultat le renforcement de l'agressivité et de l'esprit de combat de la classe ouvrière, en polémiquant contre ceux qui croyaient que les perspectives d'action de classe dépendaient uniquement de l'intensification ininterrompue de la crise, et qu'une reprise atténuerait la combativité du prolétariat. Le camarade Trotsky a démontré que, en effet, une longue période de stabilisation capitaliste pourrait bien renforcer les tendances réformistes dans la classe ouvrière, comme cela s'était vu avant la guerre, mais qu'il ne pourrait pas être question d'une telle stabilisation dans les cadres de la crise générale du capitalisme, mais bien plutôt d'une reprise partielle et temporaire. Comme nous savons tous, les événements lui ont donné pleinement raison. Chez nous, en Amérique, la grande grève des cheminots en 1922 survenait bien après que le tournant de la crise vers la reprise ait été déjà indiscutable.

Nous avons continué à étudier les développements ultérieurs de la situation. En septembre et octobre, nous n'avions à rapporter que les premiers et incertains signes d'une reprise éventuelle, dans le domaine fluide et insaisissable de la spéculation boursière et dans les prix des marchandises basées sur la liquidité croissante financière, qui s'étaient consolidés temporairement, entre les points maximum d'août et les minimum de juin. Mais on ne pouvait encore voir beaucoup de progrès dans les domaines tangibles de la production industrielle ni de l'activité commerciale.

Il n'y a rien de surprenant en cela. Il ne faut pas s'attendre à ce que la reprise soit uniforme et homogène, non plus que la crise ou la période précédente de stabilisation partielle. La loi de l'inégalité de développement joue ici un rôle capital; inégalité entre les pays et entre les différentes branches de la vie économique. En Amérique, par exemple, en 1922, la production industrielle commençait à tomber dès le mois de juillet, mais l'avertissement solennel du krach mondial ne fut donné que par l'affaissement de la Bourse de New-York en octobre. D'autre part, la production industrielle en France continua à monter jusqu'au mois de juin 1920. Il faut s'attendre dès lors à des disparités encore plus frappantes, et même à des contradictions apparentes, au cours du développement de la crise mondiale.

En effet, les chiffres pour les derniers mois montrent que, alors que les prix des marchandises sont retournés en grande partie vers leurs minima ou pas beaucoup au-dessus, et que les cotés d'actions n'ont pas montré beaucoup de tendance à la hausse, mais se sont plutôt stabilisés depuis quelques semaines au-dessous des points les plus hauts, les facteurs les plus favorables à l'hypothèse d'une reprise prochaine sont maintenus à remonter dans les domaines les plus fondamentaux de la production industrielle, du charbon, du fer, de l'acier, dans le commerce extérieur des grands pays, dans un recul de chômage dans certains d'entre eux. Bref, le mouvement commencé par le jeu des chiffres de prix dans la spéculation semble s'étendre maintenant à la vie économique réelle et matérielle.

(suite page 4.)

A ARMENTIÈRES

Avec les grévistes du textile

La mise en vigueur du nouveau tarif qui devait rentrer en application aujourd'hui et les conditions draconiennes, (mise en route de quatre métiers, au lieu de 2 que les grévistes avaient jusque-là) fut la cause de la grève qui vient d'éclater à Armentières. Parce qu'ils ne désaient pas ouvertement qu'ils diminuaient les salaires, mais qu'ils voulaient appliquer un nouveau tarif (qui équivalait à une diminution de salaire de 20 à 25 pour cent), les patrons tisseurs croyaient que les ouvriers se tiendraient tranquilles.

Voici un exemple flagrant : Un ouvrier tisseur qui gagnait 196 fr. par semaine, arriverait à gagner avec le nouveau tarif 108 fr., c'est à dire presque la moitié. De plus, avec les 4 métiers, les ouvriers ont la « joyeuse » perspective d'un chômage accru, car la moitié au moins des ouvriers tisseurs seront — s'ils acceptaient les prétentions patronales — en chômage presque continu.

LA SITUATION DE LA GREVE

La grève est presque unanime à part quelques garçons de magasin, qui ne sont pas encore sortis. Il y a six mille grévistes environ, dont six cents syndiqués unitaires, cinq à six cents confédérés, un peu plus — environ un millier — de chrétiens ; en tout deux mille à deux mille cinq cents syndiqués sur six mille grévistes. C'est un petit pourcentage appréciable, surtout dans les conditions de luttes actuelles.

Par cela, nous voyons déjà que cette grève doit avoir un retentissement dans tout le Nord, si nous savons faire le travail. Car si Armentières est battu, les prétentions patronales seront appliquées partout dans le tissage du Nord, (Lille, Roubaix, Tourcoing, etc.). La combativité de la masse est admirable. On sent ces premiers jours de grève que les ouvriers ne veulent pas flancher et encore moins capituler. Car ils savent que s'ils ne sont pas victorieux, ce sera la dictature patronale la plus brutale. Car quel qu'un qui arrive là-bas et qui assiste aussi bien à la réunion des grévistes qu'aux manifestations, ne peut pas partir avec une autre impression que celle-ci : « Les grévistes sont décidés à lutter jusqu'au bout ».

En plus, les contremaitres ont été obligés de faire grève par la combativité de la masse. Ainsi, sans les quelques garçons de magasin qui restent, la grève serait générale dans le tissage (les patrons se servent des garçons de magasin pour charger les toiles).

COMMENT EST DIRIGÉE LA GREVE

Il y a un Comité inter-syndical composé de 16 membres dont 5 de chaque conseil syndical (chrétiens, unitaires et confédérés) à la direction de la lutte ; tous les deux jours, il y a une réunion de grévistes. De plus lundi 9 janvier, il y a eu bagarre avec les gardes mobiles, ainsi que samedi 7 janvier. Aujourd'hui, il y a eu réunion et manifestation. Demain aussi ; jeudi, il y aura les enfants ainsi que les femmes, en un mot tout le monde est appelé. C'est la première fois qu'un front unique pratiqué comme à Armentières a lieu non seulement ici, mais dans toute autre grève. Le front unique est appliqué là-bas, comme nous l'avons toujours demandé. Mais il faut faire attention ; ce n'est qu'un

comité de grève composé par les directions syndicales. Ce qu'il faut, c'est l'élargissement du comité de grève à une vingtaine de camarades et plus ; c'est à dire que trente et quarante camarades ne sont pas de trop, sur six mille grévistes : Soit que ceci soit proposé directement aux assemblées de grévistes, soit que le Comité intersyndical fasse des propositions avec des noms proposés d'avance, c'est le seul moyen de ne pas être mis en minorité dans ce comité. Car les camarades savent bien que les chrétiens suivront toujours les confédérés. Malgré leur volonté de lutte, si nous, unitaires, ne savons pas travailler dans ces conditions, nous n'entraînerons pas les ouvriers non convaincus.

De plus, il faudra avoir des réunions tous les jours. C'est le meilleur moyen pour entretenir la combativité des grévistes. Ainsi que deux ou trois manifestations par semaine pour ne point laisser les copains.

La meilleure garantie d'être vainqueur, à mon avis, c'est l'extension de la grève, non seulement aux filatures d'Armentières, mais aussi à Lille, Roubaix, Tourcoing. Il faut expliquer aux camarades des filatures que si leurs camarades des tissages sont battus, ce sera à leur tour que le patronat leur imposera une diminution. C'est d'ailleurs l'opinion qu'ont manifestée les grévistes à la réunion d'aujourd'hui. La manifestation s'est terminée par une allocution de Smets, secrétaire du syndicat confédéré du textile d'Armentières et un appel de Fagot, secrétaire du syndicat unitaire du textile, tous les deux membres du comité intersyndical. Sur la place de la République, environ 2.500 à 3.000 manifestants, de même qu'à la réunion.

Il faut remarquer que pas un secrétaire, ni de l'Union Régionale, ni du textile, et encore moins de la C. G. T. U. n'était là.

L'allocution de la municipalité socialiste est dérisoire, 25 c. par jour et un pain ; et 50 c. par enfants. Il faut que la C. G. T. U. et la Fédération intensifient la solidarité au même titre que pour les grévistes de Dunkerque. D'ailleurs, le Comité inter a décidé d'éditer des billets de soutien qui seront envoyés à toute l'Union Régionale à partir de demain jeudi. C'est un devoir pour tous les camarades de soutenir les vaillants grévistes d'Armentières, et de Dunkerque.

LES JEUNES

La jeunesse d'Armentières est la plus exploitée. Voici ce qu'un jeune avec le nouveau tarif gagnera : RIEN. Car un jeune gagnant 50 fr. par semaine n'arriverait pas avec le tarif contre lequel ils luttent, à faire même 40 fr. ; ils ne feraient rien.

Il faut que les responsables des jeunes et principalement de la direction confédérale des jeunes (si elle existe ?) organisent non seulement des réunions, rassemblent non seulement, les jeunes dans le syndicat unitaire, mais adressent la proposition à tous les jeunes ouvriers confédérés, chrétiens, unitaires de les organiser dans un comité avec deux ou trois responsables pour représenter les jeunes dans le comité-inter. Ils devront œuvrer pour l'élargissement de ce comité en comité de grève. Ainsi ils feront beaucoup plus de travail. Et c'est dans l'action que nous démontrerons le véritable moyen de gagner la

Après la conférence du cartel unitaire des services publics

Dimanche dernier, à Paris, la conférence régionale du cartel unitaire des Cheminots, services publics et fonctionnaires a siégé toute la journée avenue Mathurin-Moreau.

Deux choses ressortent de cette intervention. D'une part, les délégués par leurs réverbères et par leurs actes, semblent avoir compris la nécessité d'organiser un front unique d'après le sommet de la base ; d'autre part, confuse, imprécise, mais vivante, l'idée de l'unité syndicale fait son chemin.

La conférence s'affirme sans réserve pour l'unité syndicale ; d'autre part des camarades sont chargés de continuer d'essayer d'engager des pourparlers avec le Cartel confédéré qui siègeait en même temps, malgré ses refus et ses silences sur lesquels nous allons revenir.

La nouvelle tactique, avec hésitation, se dégage péniblement des faits : la base cherche son chemin ; la direction suit les dernières directives du C. C. N., mais son esprit ne semble pas modifié pour cela ; elle est encore trop liée à son ancienne politique et au front unique à la base. Les interventions de Raynaud sont loin d'avoir apporté de la clarté.

Suivons les faits, la confusion apparaîtra mieux. On a agi, dans cette journée.

Toute la journée, des propositions de front unique pour la résistance ont été faites au cartel confédéré qui siègeait en même temps — propositions sur lesquelles Le Populaire a jugé plus prudent de faire silence.

Le matin, première délégation : pas reçue l'après-midi, deuxième délégation : pas reçue mais ses propositions écrites sont acceptées. Malgré ces promesses, le soir, aucune réponse. L'attitude des confédérés se précise. La conférence avant de se séparer a cependant décidé de continuer ses efforts et de harceler les chefs confédérés. Parallèlement des négociations sont menées par les délégués de P. U. T. refusant d'entendre les propositions d'une délégation unitaire. Malgré les protestations d'une forte minorité ; par contre dans l'enseignement, les pourparlers, repris, semblent en bonne voie. Enfin, chaque délégué des divers syndicats est venu nous parler du travail de la base. Longuement nous apprenons quel fut le travail des comités d'action du gaz de Paris, des Montpaires et Médailles, de l'Assistance publique, du Métro, de T. C. R. P., etc. ; chacun explique ses expériences et ses hésitations ; les efforts des chefs confédérés pour briser le travail commencé. Chez certains délégués, une confusion se marque nettement entre comité d'action à la base et travail de la base, confusion qui ne sera pas le reste d'après, au contraire.

Une discussion tactique, riche d'enseignements et d'avenir semblait s'ouvrir. Comment coordonner

la lutte et l'extension de la lutte. Avant de finir, il faut insister sur l'organisation des piquets de grève. Smets et Fagot avaient raison de démontrer la faiblesse des piquets. C'est par l'extension du comité de grève qu'il sera plus facile de contrôler les piquets. Il faudrait nommer un responsable du comité de grève pour chaque piquet. Ainsi le comité sera toujours au courant et pourra prendre toute disposition en cas de besoin. De cette manière, chaque gréviste pourra se dire qu'il est responsable dans une certaine mesure des chances de succès.

Il serait souhaitable que l'Union régionale unitaire fasse des propositions à l'U. R. confédérée pour l'élargissement de la grève et pour la solidarité, puisqu'il n'existe qu'un seul comité de grève.

Armentières, le 11 Janvier 1933.

A. Emilien.

Dans une usine, non loin d'Armentières, les ouvriers ont décidé de donner 5 à 10 fr. par femme et homme.

La semaine de 40 heures

(suite de la première page.)

crystallisation des aspirations les plus élémentaires de la classe ouvrière à l'heure présente. Mais un juste mot d'ordre ne suffit pas. Il faut aussi savoir indiquer par quels moyens il peut être réalisé. Or, c'est ici, sur ce terrain, que toute la politique de la C.G.T. se révèle par son contenu collaborationniste et anti-prolétaire. Pour ne pas perdre le contact des masses, voire pour augmenter son influence, la C.G.T. exprime de temps en temps, en paroles, les intérêts du prolétariat ; mais lorsqu'il s'agit de passer des paroles aux faits, c'est toujours sur le terrain de la collaboration avec le bourgeois que se pose, soit ouvertement, soit par des manœuvres détournées.

Cette revendication des 40 heures sans diminution des salaires, elle ne la présente pas comme une revendication spécifique du prolétariat contre la bourgeoisie, mais comme une mesure qui, tout en profitant à la classe à surmonter la crise actuelle et à récupérer ces profits que l'inertie d'une partie considérable de l'appareil de production et le chômage rendent impossibles. Seulement, des bourgeois entés, égoïstes et inconscients des intérêts de leur classe peuvent, selon les dirigeants, être plus précis, selon les dirigeants, être hostiles à l'introduction des salaires 1/2 ans de 40 heures sans diminution des salaires 1/2 ans de cette politique, la C.G.T. met au grand jour la contradiction fondamentale de classe qui existe dans son sein. Sa base ouvrière veut les 40 heures sans toucher au salaire global actuel, mais son sommet bureaucratique, social et politiquement lié à la bourgeoisie, s'efforce constamment de canaliser la volonté de la base dans la voie de garage du collaborationnisme.

De son côté, le sommet bureaucratique de la C.G.T. est toujours disposé à chercher des compromis aux chefs réformistes qu'à faire une franchise et conséquente politique ouvrière. La bureaucratie de la C.G.T.U. se démontre encore une fois incapable de comprendre que le vrai, le seul moyen de couper l'herbe sous les pieds des chefs social-démocrates, est d'avoir une juste politique prolétarienne.

Dans l'« Humanité » le mardi de cette semaine, on invite les ouvriers à constituer partout leurs comités d'action (avant en les appelant comité de lutte) pour conquérir la semaine de 40 heures sans diminution de salaires. Mail il a fallu six mois pour que la bureaucratie centriste accepte finalement ce mot d'ordre ! Avant, elle y découvrait les 7 heures par jour. Après, elle y découvrait la formule : 7 heures par jour, 40 heures par semaine avec semaine anglaise. Finalement, la voie avec la formule des 40 heures. Pour combien de temps ?

Mais déjà ces six mois de contorsions et de chicanes centristes ont suffi aux chefs réformistes pour tirer à eux tout le profit politique de la revendication posée.

Sur le terrain du front unique, nous assistons au même phénomène. Ici, la pagaille complète règne au sommet et dans les rangs. Le XI^e Plénum, a confirmé la théorie du front unique rien qu'à la base. Mais la situation est telle en France, que cette théorie doit subir des démentis quotidiens. Les syndicats locaux et même des Fédérations nationales, menacés d'une défection totale de leurs effectifs, ont été obligés de proposer le front unique aussi d'organisation à l'organisation. Mais la C.G.T.U., en tant qu'organisation nationale, refuse encore aujourd'hui cette tactique. La preuve en est donnée : malgré l'offensive patronale et étatique contre les salaires et les traitements, bien que le problème de la semaine des 40 heures soit posé avec une grande acuité devant les masses, elle n'a pas encore senti le besoin de proposer une action commune à la C.G.T. Ses porte-parols, coincés entre les formules centristes et la nécessité du mouvement, émettent la confusion à pleine main. A Montigny-en-Gohelle par exemple, la tactique du front unique a été expliquée de la façon suivante : les adhérents des syndicats unitaires, doivent s'inscrire aussi dans les syndicats réformistes comme ça le front unique est réalisé ! L'aberration touche, ici, à son comble !

(A suivre.)

Le point de vue de l'opposition de gauche au Boxing-Hall

Intervention du camarade Rimbart

Camarades, Cette réunion a été organisée en commun par quatre organisations. Successivement un orateur de chacune d'elles a parlé (ou va parler) en tant que représentant du courant politique que son groupement représente.

Un jeune socialiste, un jeune pupiste, un jeune communiste et un jeune oppositional, je ne vous parlerai pas du socialiste et du communiste qui s'expriment au nom d'organisations bien définies et que vous connaissez ; le pupiste est ici le représentant d'un parti qui a été constitué par d'anciens communistes et socialistes et qui placé entre le parti communiste et le parti socialiste aspire à l'unité organique de ces deux partis.

L'orateur qui vous parle n'est pas le représentant d'un parti politique et c'est pourquoi je dois vous dire au nom de qui et de quoi je parle.

Les jeunes oppositionalistes que je représente ici sont pour la plupart des ouvriers qui étudient qui ont été exclus des jeunesses communistes. Non pas qu'ils soient des contre-révolutionnaires, des briseurs de grèves ; en un mot des ennemis du prolétariat. A ce sujet nous avons une conscience tranquille, nous ne que nous affrontons les tribunes publiques. Si nous avons été exclus c'est à cause des divergences politiques que nous avons avec les dirigeants du parti et des jeunesses communistes. Ces divergences, je n'ai pas à les soulever ici mais je dirai que quelle que soit leur gravité elles ne justifient pas notre exclusion.

A la suite de ces exclusions — d'ailleurs antisocialistes — nous avons constitué, non pas un parti, mais une fraction qui, malgré tout, reste et restera attachée à la jeunesse communiste.

Ce n'est pas le lieu ni le moment de développer notre plateforme, vous ne permettez cependant de délimiter notre position.

Nous ne sommes pas comme les pupistes qui se placent, je le répète, entre les communistes et les socialistes, nous ne sommes pas un parti à gauche ou à droite du parti communiste ; nous sommes des communistes au sens historique du mot. Notre plateforme : c'est la Révolution d'octobre. C'est-à-dire la Révolution mondiale et non la théorie bourgeoise et réactionnaire du socialisme dans un seul pays.

Dans une réunion comme celle-ci où l'objet même de la discussion est l'unité ouvrière,

nous disons bien haut à tous les jeunes ouvriers et surtout les communistes que nous revendiquons notre place dans les rangs communistes. Nous réclamons la réintégration de tous les oppositionnels. Nous réclamons la réintégration de Trotsky, de Racovsky et de milliers d'autres bolcheviks qui ont été exclus en violation des règles et statuts de l'Internationale communiste.

C'est à vous camarades que je m'adresse, car il faut que vous sachiez qu'avant de parler d'unité du prolétariat ou d'unité en général il est une unité qui doit se réaliser immédiatement : c'est celle des rangs communistes.

Unité des communistes par la réintégration des oppositionnels voilà notre première proposition. Pen viens maintenant directement au problème de l'unité ouvrière qui est l'ordre du jour de cette réunion même. Pour traiter cette question avec clarté, pour éviter les clichés de réunions publiques et pour apporter des solutions concrètes et non pas des formules vagues je vais séparer le sujet en deux parties bien distinctes : d'un côté l'unité sur le terrain politique ; de l'autre l'unité sur le terrain économique.

Pour ce qui est de la première partie sa réalisation est un sophisme et d'autre part un événement contre lequel nous dressons. Non pas pour des raisons personnelles ou de prestige mais parce qu'il y va du sort de la Révolution.

La scission qui eu lieu en 1920 en France, et à peu près à la même époque dans les autres pays n'a pas été voulue par des personnalités comme beaucoup ont tendance à le croire, mais elle a été la conséquence de la faillite politique de la II^e Internationale. Lorsqu'en 1919 la III^e Internationale fut fondée et que Lénine proclama : « La II^e Internationale est morte, vive la III^e », il n'entendait pas par là que l'I. O. était morte en tant qu'organisation, mais en tant que parti du prolétariat.

En 1919 quand le prolétariat allemand signa par quatre années de guerre, subissant contre le régime bourgeois il trouva en face de lui les nitraillieuses de Noske et Scheideman, soutenu par toute la direction du parti et de l'Internationale socialiste. En Angleterre, en France, en Italie, en Hongrie, en Autriche et dans tous les pays de l'Europe Centrale, les socialistes étaient soit ministres de la bourgeoisie, soit conciliateurs. Dans ces conditions il était im-

possible que les ouvriers restassent plus longtemps dans le même parti que leurs bourgeois.

La révolution russe fut encore plus décisive. En effet, le prolétariat ou prolétariat trouva coalisé contre lui les bourgeois de l'intérieur, de l'étranger et les dirigeants du parti socialiste russe et de la III^e Internationale.

La scission était inévitable, nécessaire, indispensable car le prolétariat qui a pour mission le renversement du régime capitaliste ne pouvait pas suivre des chefs qui étaient les défenseurs de ce régime. Telle est en gros la cause historique de la scission en 1920.

Depuis la défaite du prolétariat allemand en 1923, neuf années se sont écoulées, le mouvement révolutionnaire a été refoulé, à part la grande grève de 1926 en Angleterre, la révolution chinoise de 1927 et les événements d'Espagne, qui furent d'ailleurs isolés, nous n'avons pas eu de vague révolutionnaire. Dans plusieurs pays les socialistes furent appelés au pouvoir dans d'autres ils soutinrent le gouvernement. L'attitude des socialistes anglais devant les diminutions de salaires et les révoltes indiennes ; celle des Allemands, des Belges, des Autrichiens et la récente expérience des socialistes espagnols ont confirmé entièrement l'appréciation de Lénine que « la II^e Internationale est morte en tant que parti du prolétariat ».

Pendant cette même période l'Internationale communiste qui s'était primitivement développée à rétrogradé dans tous les pays à l'exception de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne (dans cette dernière la progression du P.C. est surtout électorale). Les dirigeants de la III^e Internationale ont commis beaucoup de bêtises. Ils lancèrent des mots d'ordre révolutionnaires quand il fallait lutter pour les mots d'ordre démocratiques et ils parlèrent de réformes quand la situation était révolutionnaire. Toute leur politique a été pleine de zig-zag de droite à gauche ; du sectarisme à l'opportunistisme.

Malgré toutes ces erreurs l'I.C. reste le seul parti vraiment révolutionnaire, le seul parti du prolétariat. Faible, amié, c'est vrai, mais parti du prolétariat tout de même.

La tâche des communistes et surtout des jeunes, est de redresser politiquement leur Internationale, de la renforcer organiquement en tant qu'organisation indépendante, car le prolétariat a besoin d'une telle organisation pour accomplir sa mission historique. Faire l'unité organique de la II^e et III^e Internationale, fusionner le parti socialiste et le parti communiste, entraîner les ouvriers révolutionnaires dans le même parti que ceux qui ont été et qui sont les ministres de la bourgeoisie, cela équivalait à trahir la révolution.

Voilà pourquoi nous disons — nous le disons hautement — que nous sommes contre l'unité organique sur le terrain politique.

Je sais que je heurte là la volonté de beaucoup d'ouvriers de la majorité des ouvriers même, je sais que l'on nous traitera de scissionnistes, de faire le jeu de la bourgeoisie. Ce sont là de vieux clichés, vieilleries qu'on a servi et réservé contre les révolutionnaires qui, faiblement, ont lutté jusqu'à leur der-

nier jour pour l'émancipation du prolétariat.

Si nous nous dressons contre l'unité organique sur le terrain politique, nous sommes pour le front unique. A ce sujet on a une fausse idée de ce qu'est le front unique. Les socialistes disent que c'est là une manœuvre machiavélique des communistes pour essayer de démolir le parti socialiste. Et de ce fait se prononcent contre.

Les dirigeants communistes ont toujours fait beaucoup de bruit sur cette question, mais n'ont jamais rien compris. L'unité sur le front unique par en haut (Comité anglais-russe, bloc des quatre classes en Chine, Amsterdam), tantôt ils préchent le front unique à la base. Ainsi cette forme de lutte, qui dans l'histoire du mouvement ouvrier a démontré toute son efficacité, se trouve jadis faussée par la ruse des uns et la bêtise des autres.

Pourtant avec une application honnête le front unique est une des armes les plus solides que les ouvriers ont à leur disposition pour faire reculer la bourgeoisie. L'accord momentané des partis ouvriers pour la lutte contre le fascisme, la guerre, la lutte en faveur de la semaine de 40 heures voilà le front unique franc et loyal.

Ainsi sur le terrain politique nous sommes pour des accords momentanés entre les divers partis ouvriers, mais nous prononçons contre l'unité organique.

Il n'en est pas de même sur le terrain économique. Les syndicats doivent grouper tous les salariés sans distinction d'opinion. Ils sont imprégnés de la plus large démocratie et chaque parti peut y constituer librement sa fraction.

Si l'existence d'un parti du prolétariat, parti politiquement et organiquement indépendant, est indispensable pour le triomphe de la révolution, par contre l'unité la plus complète est nécessaire dans le mouvement syndical.

La fusion de tous les syndicats ouvriers : voilà ce à quoi nous devons travailler. Et c'est à vous jeunes qui n'êtes pas embourbés dans le bureaucratisme, à vous à qui votre jeunesse impatiente donne une ardeur, une énergie, une volonté de combat qu'ont, depuis longtemps, perdus les dirigeants de la vieille C.G.T., qui, c'est à vous d'obliger vos dirigeants à s'orienter dans la seule voie possible de l'unité ouvrière : l'organisation d'un congrès nationale de fusion des deux C.G.T.

Voilà pourquoi nous sommes pour l'unité organique dans le mouvement syndical.

Je voudrais d'en arriver à la conclusion, je voudrais dire qu'en dehors des organisations syndicales il existe une série d'autres groupements : sportifs, artistiques, culturels, coopératifs et autres. La lutte dans le mouvement syndical l'unité organique doit se réaliser.

Fusion de toutes les coopératives ouvrières, de tous les groupements artistiques, culturels et autres. Et surtout, ce qui vous intéresse directement vous jeunes, qui tous faites du sport, unité du mouvement sportif ouvrier, ce qui vous permettra de contrebalancer l'influence néfaste des marchands de sports que sont les sociétés bourgeois.

En guise de conclusion je profite des 5 minutes qui me restent pour me résumer brièvement.

Les causes qui nous ont déterminés les uns et les autres à organiser une telle réunion sont dues à la situation économique et politique du moment : aggravation des impôts, salaires des fonctionnaires et nouveaux salaires des ouvriers diminués et de nouveaux menaces de chômage, développement du fascisme dans de nombreux pays ce qui ne tardera pas à provoquer également un mouvement fasciste en France, renforcement du militarisme, militarisation de la jeunesse, guerre en Extrême-Orient, menace de guerre dans le monde entier, préparation à une attaque contre l'U.R.S.S. Ce sont toutes ces raisons-là qui nous ont déterminés à une discussion sur la situation du mouvement ouvrier et du problème brûlant de l'unité.

Cette unité sur le terrain politique est un sophisme, parce qu'on ne peut pas unir des tendances politiques fondamentalement opposées. Parler d'unité politique c'est tromper le prolétariat, c'est se tromper soi-même.

Organisation du front unique franc et loyal les divers partis en vue de lutter pour des revendications communes : contre la guerre contre le fascisme, pour la semaine de 40 heures.

Fusion des deux C.G.T. par l'organisation d'un congrès nationale de fusion, ce qui donnerait une impulsion au mouvement ouvrier proprement dit et parlant au mouvement révolutionnaire. Fusion de tous les groupements sportifs, artistiques, culturels, coopératifs et autres.

Telle est notre position. Telles sont nos propositions. L'espère que cette réunion ne sera pas la dernière que d'autres auront lieu par la suite. Quand à nous sur cette question, comme sur toutes les autres, nous apporterons le point de vue marxiste. On a beau vous traiter de contre-révolutionnaire, d'agent de la bourgeoisie et toute sorte d'autres bêtises du même genre, nous n'en continuerons pas moins notre tâche. On peut nous exclure du parti communiste, on peut nous empêcher même de parler, mais on ne pourra jamais commander la marche de l'histoire. Et les événements nous donneront raison, comme ils ont donné raison aux bolcheviks russe en 1917.

LA VIE DE LA LIGUE

NOTE DE LA REDACTION A TOUS NOS CORRESPONDANTS

Nous prions tous nos correspondants et rédacteurs de tenir compte du jour de parution de la VERITE pour nous envoyer leur copie. TOUTE LA COPIE DOIT ETRE PARVENUE AU JOURNAL POUR LE MARDI MIDI AU PLUS TARD.

Cet avis concerne non seulement nos camarades de province, mais aussi ceux de la Région parisienne.

Le numéro 45 de la LUTTE DE CLASSES est paru. Le numéro de décembre 1932 de La Lutte de Classes vient de paraître. Il a été retardé par suite des difficultés financières.

SUBSCRIPTIONS REQUES EN JANVIER. Trividuc, 5 ; Juliot, 10 ; Touppilier, 10 ; P., 50. Total, 75. Total général : 1.057 fr. 95.

GRUPE DE MARSEILLE

Le groupe de Marseille annonce aux camarades sympathisants qu'une bibliothèque de 200 livres marxistes est à leur disposition.

Actuellement la presse de l'opposition de gauche se vend à Marseille.

Kiosque de la gare Saint-Charles.

LA VERITE

Kiosque de l'angle Canebière-Cours Belsunce (Arrêt du tram pour Saint-Louis).

« LA VERITE » et la « LUTTE DE CLASSES » Kiosque de la Bourse du Travail.

« LA VERITE », « LA LUTTE DE CLASSE » et les brochures de l'opposition.

Correspondance : Le camarade qui au meeting des fonctionnaires à Marseille a parlé avec le vendeur de La Verité est prié d'écrire à l'adresse sus-indiquée.

COURS D'EDUCATION

La première séance de notre cours d'éducation a été insuffisamment fréquentée. Tous les camarades absents vendredi dernier doivent être présents à la deuxième séance.

Les lois de l'impérialisme (suite)

Un volume en souscription : LES DOCUMENTS DES QUATRE PREMIERS CONGRES DE L'I. C.

Nous avons publié et continuerons à publier les principaux documents des 4 premiers Congrès de l'I. C. dans La Lutte de Classes.

Cependant, sous peine de transformer notre revue en un recueil de documents, il nous était impossible de publier tous les documents issus de ces congrès.

Des aujourd'hui, nous mettons en souscription le volume comprenant les MANIFESTES, THESES ET RESOLUTIONS DES 1er, 2e, 3e et 4e CONGRES MONDIAUX DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1919-1932).

Le volume comprendra deux parties principales :

1° Manifestes, thèses et résolutions intéressant l'Internationale Communiste tout entière ; 2° Les principaux documents relatifs à l'action du Parti Communiste français dans l'Internationale Communiste.

Ce volume comprendra approximativement 200 pages de texte serré sur 2 colonnes, ce qui équivaut à 500 ou 600 pages ordinaires d'un volume in-12.

Sa date de parution sera approximativement fin avril.

Le volume EST MIS EN SOUSCRIPTION AU PRIX DE 15 FRANCS. Son prix de vente est de 20 francs.

Les camarades souscripteurs recevront le volume dès sa parution.

POUR LA DISCUSSION

Contre la réorganisation de la région Parisienne du P. C.

La Région Parisienne du Parti vient d'être réorganisée, ou plutôt supprimée et remplacée par les cinq régions de Paris-Ville, Paris-Nord, Paris-Sud, Paris-Est et Paris-Ouest, dont chacune est directement en rapport avec le Comité Central.

La création des rayons-circonscriptions est un fait de la plus haute importance ; elle n'importe que, elle marque le changement complet de l'orientation du Parti ; on ne se prépare plus à la « conquête de la rue », mais on s'organise en vue des années de travail électoraliste.

La délimitation des nouvelles régions suscite des critiques plus graves encore. Si l'on trouvait l'ancienne R. P. trop étendue, il n'y avait qu'à en détacher sa partie agri-cole, tout le vie n'est qu'assez peu liée à celle de l'agglomération parisienne proprement dite.

La calomnie, arme stalinienne

RESOLUTION DE LA C. E. DE LA LIGUE

1. Depuis longtemps déjà, la bureaucratie stalinienne se sert des pires calomnies pour lutter contre l'opposition. Elle espère que son monopole de la presse communiste lui permettra d'étouffer les protestations.

2. Dans une lettre ouverte au Comité Central du P.C. publiée dans le no de la Verité du 5 janvier nous avons posé des questions précises à propos des accusations infâmes adressées contre nos camarades indochinois.

3. Dans ce cas comme dans le précédent, la bureaucratie stalinienne cherche à masquer sa faillite, la ruine dans laquelle elle a précipité le prolétariat.

Libérez Ducroux ! Ouvrez les prisons d'Indochine !

Le Secours Rouge nous communique la lettre de protestation contre la séquestration de Ducroux, que nous reproduisons ici :

A MM. les ministres de la Justice et des Colonies, Au gouverneur général de l'Indochine.

Messieurs,

Des informations concernant l'arrestation d'un citoyen français à Singapour et son transfert de force à la prison de Saigon sont parvenues à notre organisation.

Aux termes mêmes de la juridiction, cette arrestation a été faite dans l'illégalité la plus absolue.

Porte de ses 40.000 adhérents, la section française du S.R.I. tient à élever une vigoureuse protestation contre de telles mesures prises par votre gouvernement.

Après avoir examiné les possibilités de cette reprise en général, Field écrit : « Il semble raisonnable de s'attendre à ce que la première amélioration persistante se produise dans ces grands pays industriels qui ont les plus solides positions financières : Amérique, Angleterre, France.

Et plus loin, il ajoute : « Une telle amélioration serait ressentie en dernier lieu par les nations industrielles qui occupent une faible position financière ou, de plus, qui sont estropiées en ce qui concerne la guerre impérialiste, ainsi l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie.

Il est sûr que l'Amérique, qui occupe une situation financière solide et qui dispose d'une puissance industrielle des plus modernes, profitera de cette reprise.

Tenons compte qu'à la différence de la période ascendante du capitalisme, au lieu de connaître après chaque crise une longue période de prospérité supérieure à celle d'avant la crise, nous connaissons une longue crise en courte « prospérité » qui sera inférieure à celle d'avant la crise.

Donc si, au cours de cette reprise, la capacité de production reste supérieure à la consommation, il est certain que — étant donné que l'offre force la demande — les pays les mieux outillés fourniront une marchandise supérieure et à meilleur marché, et, de ce fait, l'Amérique et les autres nations, l'Amérique et l'Allemagne bénéficieront, à mon avis, le plus de cette reprise.

Il faut tenir compte aussi de l'attitude du prolétariat.

Nous avons vu plus haut que la capacité de production reste supérieure à la consommation, il est certain que — étant donné que l'offre force la demande, nous assisterons à une concurrence féroce.

Dans cette course vers les débouchés, la bourgeoisie a besoin que le prolétariat se tienne tranquille. Pour cela, il lui faut un gouvernement énergique et dictatorial.

Beaucoup de militants estiment que la suppression de la R. P. avait pour but de laisser passer un peu inaperçu le « limogeage » de Sémand.

La base du Parti doit exiger l'application du véritable remède qui consiste au rétablissement de la démocratie ouvrière dans nos rangs.

En ce qui concerne la réorganisation de la R. P., la direction doit jouer franc jeu et avouer que les nouveaux rayons correspondent aux circonscriptions électoraux.

Un militant du P. C.

Les de Staline est particulièrement éclatante. Ils sont pris à la gorge, et c'est pour cela qu'ils usent des pires armes de la bourgeoisie contre les bolcheviks-léninistes.

4. Dimanche dernier, au meeting du Parti rue de Ménilmontant, notre camarade Molinier demanda à l'invitation que nous adressions à apporter le point de vue de l'opposition.

5. Le bureau Ferral, accusant notre camarade d'être un « aventurier » qu'il « faut recevoir comme il convient » prétendit publier des lettres émanant de l'opposition internationale qui confirmaient cette appréciation.

6. Nous le répétons encore, le camarade Ferral devrait peser ses mots. C'est M. Pierre Celor qui disait au C.C. en 1930 : « Nous avons en cette sous-estimation d'ensemble du Parti à l'égard de la lutte contre le prolongement de la social-démocratie : la lettre ouverte ne contient pas un mot de la lutte contre le trotskysme. »

7. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

8. Nous le répétons encore, le camarade Ferral devrait peser ses mots. C'est M. Pierre Celor qui disait au C.C. en 1930 : « Nous avons en cette sous-estimation d'ensemble du Parti à l'égard de la lutte contre le prolongement de la social-démocratie : la lettre ouverte ne contient pas un mot de la lutte contre le trotskysme. »

9. Les ennemis de « trotskysme », nous les connaissons maintenant.

10. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

11. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

12. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

13. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

14. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

15. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

16. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

17. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

18. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

19. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

20. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

21. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

22. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

23. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

24. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

25. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

26. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

27. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

28. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

29. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

30. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

31. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

32. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

33. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

34. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

35. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

36. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

37. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

38. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

39. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

40. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

41. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

42. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

43. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

44. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

45. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

46. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

47. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

48. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

49. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

50. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

51. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

52. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

53. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

54. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

55. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

56. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

57. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

58. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

59. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

60. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

61. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

62. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

63. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

64. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

65. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

66. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

67. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

68. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

69. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

70. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

71. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

72. Le C.E. déclare que la Ligue repousse et condamne toutes les tentatives de bureaucraties staliniennes de répondre par des calomnies aux arguments politiques.

LILLE

La manifestation Guyot

Les jeunes de Laume avaient annoncé une manifestation pour le 15 janvier pour la libération de notre camarade Guyot. Ils avaient fait appel à la jeunesse socialiste. Mais certains de ceux-ci ne se sont dérangés.

Bref, c'est devant 60 ouvriers jeunes et adultes que Ramette et Charrières exposèrent leurs points de vue sur l'amnistie et l'unité de la jeunesse ouvrière.

Notre camarade Emilien demanda la parole pour apporter le point de vue de l'opposition de gauche et démontra le véritable moyen d'amener au parti les jeunes ouvriers.

Il existe un moyen pour Charrières de démontrer que nous sommes des renégats, c'est celui qui consiste au travers d'une controverse, devant les jeunes travailleurs à démontrer que nous sommes des contre-révolutionnaires.

P. S. — Pourquoi Charrières a-t-il tenu un langage si violent à Lille alors qu'à la Controverse des jeunes à Paris, sous la présidence d'un jeune oppositional, il n'a pas soufflé mot contre le « trotskysme » ?

La C.E. de la Ligue.

TRIBUNE DE DISCUSSION

A propos de la reprise économique

Dans ses conclusions le camarade Field reste (ce qu'il se comprend) tout à fait prudent. Cependant, si l'on considère une reprise économique comme possible, mieux, comme probable.

Après avoir examiné les possibilités de cette reprise en général, Field écrit : « Il semble raisonnable de s'attendre à ce que la première amélioration persistante se produise dans ces grands pays industriels qui ont les plus solides positions financières : Amérique, Angleterre, France.

Et plus loin, il ajoute : « Une telle amélioration serait ressentie en dernier lieu par les nations industrielles qui occupent une faible position financière ou, de plus, qui sont estropiées en ce qui concerne la guerre impérialiste, ainsi l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie.

Il est sûr que l'Amérique, qui occupe une situation financière solide et qui dispose d'une puissance industrielle des plus modernes, profitera de cette reprise. Par contre, il n'en est pas de même pour l'Angleterre et surtout pour la France.

Tenons compte qu'à la différence de la période ascendante du capitalisme, au lieu de connaître après chaque crise une longue période de prospérité supérieure à celle d'avant la crise, nous connaissons une longue crise en courte « prospérité » qui sera inférieure à celle d'avant la crise.

Donc si, au cours de cette reprise, la capacité de production reste supérieure à la consommation, il est certain que — étant donné que l'offre force la demande — les pays les mieux outillés fourniront une marchandise supérieure et à meilleur marché, et, de ce fait, l'Amérique et les autres nations, l'Amérique et l'Allemagne bénéficieront, à mon avis, le plus de cette reprise.

Il faut tenir compte aussi de l'attitude du prolétariat.

Nous avons vu plus haut que la capacité de production reste supérieure à la consommation, il est certain que — étant donné que l'offre force la demande, nous assisterons à une concurrence féroce.

Dans cette course vers les débouchés, la bourgeoisie a besoin que le prolétariat se tienne tranquille. Pour cela, il lui faut un gouvernement énergique et dictatorial.

Beaucoup de militants estiment que la suppression de la R. P. avait pour but de laisser passer un peu inaperçu le « limogeage » de Sémand.

La base du Parti doit exiger l'application du véritable remède qui consiste au rétablissement de la démocratie ouvrière dans nos rangs.

En ce qui concerne la réorganisation de la R. P., la direction doit jouer franc jeu et avouer que les nouveaux rayons correspondent aux circonscriptions électoraux.

Un militant du P. C.

Où en est la situation économique mondiale

(Suite de la page 2)

Voici des chiffres qui donnent une idée du développement dans la production industrielle, et surtout dans les industries de base ; dans les transports, dans le commerce extérieur et dans le chômage dans les derniers mois, aux quatre pays les plus grands du monde impérialiste.

Aux Etats-Unis, bien qu'il n'y ait pas de statistiques de chômage, les chiffres d'embauchage montrent encore une augmentation de 62,6 % en septembre jusqu'à 63,2 % en octobre. L'index de production a monté de 32,3 % en juillet à 34,1 % en août et à 39,5 % en septembre.

Pour l'Allemagne, la comparaison suivante de la production dans trois industries de base est caractéristique :

Table with 4 columns: Industry, 1932, Aout, Septembre, Octobre. Rows: Fer, Acier, Charbon (Ruhr).

Les exportations allemandes en octobre ont atteint 481.776.000 marks, plus qu'en aucun mois depuis le mois de mars 1932. Le chômage a diminué incessamment depuis le fin de juin jusqu'à la fin d'octobre.

En Angleterre, les exportations du mois de novembre de cette année étaient supérieures à celles du mois d'octobre, contrairement à l'expérience de l'année dernière, quand il y avait un recul d'octobre à novembre.

En France, l'index de la production industrielle est monté d'un pour cent chaque mois depuis juillet et en octobre, il avait atteint 95 % des chiffres de 1932.

1) Que depuis quelques mois la crise mondiale, au lieu de continuer à empirer, semble s'être stabilisée à un niveau assez proche du point le plus bas atteint jusqu'ici.

2) Que les conditions politiques et économiques pour une reprise durable, et non pas une reprise qui ne soit que temporaire, ne peuvent se développer jusqu'à ce qu'une vraie reprise, c'est-à-dire, que la crise pourrait alors se transformer en dépression.

3) D'autre part, étant donné l'intensité de la crise passée, l'ébranlement politique aussi bien qu'économique du système capitaliste mondial, et la progression des contradictions internes au sein de la crise générale du capitalisme d'après-guerre, il est peu probable qu'une telle reprise puisse être suivie d'une période prolongée de stabilisation pour ne pas dire de prospérité.

4) La lutte de classes pourrait très probablement précéder encore plus d'acuité dans de telles conditions, et la radicalisation des masses fondée sur une meilleure situation économique pour l'ouvrier dont les bras seront encore une fois demandés par le capitalisme, pourrait s'étendre avec une résistance plus efficace sur le terrain des luttes économiques jusqu'aux revendications politiques les plus avancées.

Que les réformistes oscillent entre l'espoir d'un proche avenir de paix sociale et la crainte que la crise n'en finisse jamais, c'est normal. Leurs théoriciens ont déformé l'analyse marxiste de la crise jusqu'à l'assimiler à la doctrine « américaine » que les capitalistes dans leur propre intérêt bien compris doivent payer des salaires plus hauts afin d'augmenter le pouvoir d'achat des ouvriers.

Quant les partis communistes se servent d'une telle argumentation, en disant pourtant que seul un bourgeois optimiste peut prévoir la « fin de la crise », parce que les diminutions de salaires continuent la crise, il y a vraiment de quoi s'étonner.

« L'industrie allemande, débarrassée de la plupart de ses charges, conquerrait une position inépuisable sur le marché mondial. Et toute avance d'un pays dans la concurrence mondiale fait retomber la dépression sous une forme plus aiguë sur les autres pays. » (Lucien Laurat, Un Système qui sombre.)

De même, je crois que c'est une erreur de penser qu'il faut que la reprise soit établie depuis longtemps pour que l'Amérique accorde des crédits à l'Allemagne.

D'ailleurs avoir des capitaux inutilisés dans les coffres des banques est aussi critique que d'avoir des stocks de marchandises dans les entrepôts et ne pas trouver de débouchés.

La seule raison qui peut faire hésiter les créanciers, c'est la situation intérieure. Or, là il semble que l'Allemagne ait désormais réussi à mater la classe ouvrière.

Contrairement au camarade Field, je crois que ce n'est pas l'Allemagne qui se ressentira le plus tard de la reprise, mais plutôt la France. Et nous assisterons certainement chez nous à des événements qui seront de la plus haute importance pour le mouvement révolutionnaire.

Dans l'industrie, l'offre force la demande, ceci est vrai aussi pour les crédits et l'Allemagne ne sera pas embarrassée pour obtenir des crédits.

La France participera-t-elle ? (à la reprise). Nous craignons que non, parce qu'elle est organisée avec un prix de revient élevé, protégée par des mesures douanières excessives et des contingents ; si, dans son splendide isolement, l'industrie métallurgique française a pu sauver son propre marché intérieur, elle ne pourra peut-être pas répartir de l'avant à la lutte par une politique de compression du prix de revient, et elle risque d'arriver la dernière sur les marchés d'exportation quand toutes les places seront prises.

Concurrentement à elle-même, elle placera dans la même situation l'industrie transformatrice qui dépend d'elle.